



APPEL

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : prendre la parole pour la démocratie et la solidarité !

De lourds nuages noirs s'accumulent sur le monde associatif et sur l'Économie sociale et solidaire dans sa diversité.

Excipant des restrictions budgétaires, des collectivités publiques, régions, départements, communes ou EPCI, ont pris les devants et suppriment des concours décisifs pour la survie de nombreuses associations, d'entreprises d'utilité sociale, de coopératives relevant toutes de l'économie sociale et solidaire.

On a vu la Région Pays de Loire procéder à des coupes drastiques montrant clairement ses choix politiques à l'encontre de la culture ; dans le champ de l'insertion des jeunes elle a rogné plus de trois millions d'euros pour les Missions locales. S'agissant de la culture, le Département de l'Hérault en a fait de même. Aujourd'hui c'est la Région AURA (Auvergne-Rhône-Alpes) qui entend supprimer ses concours à la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) et à des coopératives. En Ile-de-France, au prétexte d'économies et pour ne prendre qu'un exemple, une centaine de lycéens en grandes difficultés ont été mis à la porte de leurs logements en plein milieu de l'année scolaire.

Des dispositifs essentiels d'aide aux populations, comme l'IAE et les adultes-relais, sont en sursis

De partout remontent du terrain des informations sur des baisses dramatiques — voire des suppressions pures et simples— de subventions départementales ou communales aux associations.

Ces mesures contraignantes, voire hostiles, pour l'ESS révèlent clairement des orientations politiques inquiétantes pour la solidarité et la démocratie.

Du mésusage du Contrat d'engagement républicain — à l'instar de la CAF du Calvados qui menace les associations ayant appelé à voter NFP et/ou Front républicain— à celui d'une prétendue « *submersion* » migratoire, « *notre pays connaît, comme d'autres en Europe, un phénomène rapide et brutal identifié comme un 'rétrécissement' de l'espace civique* », comme l'écrivait dans *le Monde* (19/02), Pierre Tartakowsky, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Les mutuelles se voient toujours plus lourdement taxées tout en devant assumer de nouveaux engagements du fait des défausses de l'État dans la prise en charge des dépenses de santé. Sans considérer leurs engagements solidaires — elles sont des actrices majeures de la prévention sanitaire alors même que les inégalités représentent un danger léthal pour la santé des femmes et des hommes¹ — les mutuelles se voient transformées en collectrices d'impôt.

¹ « *Santé : les inégalités tuent* » Alfred Spira et Nicolas Leblanc (éd. Le Croquant)

Elles sont, de plus en plus souvent, amenées à se substituer dans la solidarité à un État dont le gouvernement par ailleurs manipule l'opinion à leur encontre, et lorgne sur leurs réserves, souvent imposées par la loi, qui sont l'argent des mutualistes.

Ces décisions, socialement et économiquement irresponsables, font écho, comme pour les devancer, aux positions du RN en ces divers domaines.

Elles représentent ainsi une lourde menace démocratique, d'autant qu'associations et structures de l'ESS ont la démocratie au cœur de leurs principes. Elles participent activement à la vie citoyenne dans notre pays.

À l'occasion du budget Barnier, l'UDES avait évoqué un vaste « plan social » dispersé dans l'ensemble du champ et qui pourrait toucher jusqu'à 180.000 emplois.

À quelques amodiations près, le budget Bayrou est tout aussi dangereux pour nos associations et structures de l'ESS.

Dans l'indispensable construction d'alternatives, les militantes et militants engagés pour une ESS fidèle à ses principes de solidarité et de démocratie ne peuvent demeurer silencieux devant une telle situation.

Il est temps que s'expriment ces engagements principaux de l'ESS, largement ancrée dans une démarche d'intérêt général, très souvent complémentaire des services publics, eux aussi maltraités.

Au delà, c'est l'ensemble de la société civile organisée, dont, avec les organisations syndicales, l'ESS constitue l'essentiel, qui se voit menacé.

Cette situation nous confronte à trois défis :

- Celui de l'urgence d'un approfondissement des coopérations entre ESS et les collectivités (État et territoires) qui mettent en œuvre les services publics qu'ils soient nationaux ou locaux. De nombreux élus des collectivités territoriales, rassemblés au sein du RTES, souhaitent que les initiatives positives en la matière, allant jusqu'à des expériences de co-construction, soient développées et mieux connues².

- Celui du renforcement des coopérations et des solidarités internes au sein de l'ESS afin d'éviter que ne se creusent des écarts qui viendraient affaiblir l'ensemble de ses composantes.

- Celui de la prise de parole publique et du travail collectif pour peser plus dans le débat public, non pas dans une défense corporatiste mais dans la mise en évidence des interventions de l'ESS dans les urgentes bifurcations sociales et écologiques et dans la mobilisation démocratique, malgré les coupes dans les financements publics.

En tant que cosignataires de cet appel à l'initiative de l'Institut Polanyi-France, nous voulons ne pas demeurer silencieux et manifester notre disponibilité pour répondre à ces défis.

rejoindre l'appel :
milesy.segur@gmail.com

² « *Les politiques locales de l'ESS* » Jean-Louis Laville, Marie-Catherine Henry, Laurent Fraisse (éd.Érès)